



ASSEMBLÉE NATIONALE

15ème législature

politique industrielle

Question au Gouvernement n° 1600

Texte de la question

POLITIQUE INDUSTRIELLE

M. le président. La parole est à M. Bastien Lachaud.

M. Bastien Lachaud. Il n'y a pas longtemps, la France était encore une grande nation industrielle. Elle pouvait décider de son avenir. Mais les ingénieurs ont été remplacés par les financiers. Résultat : spéculation et dividendes pour les actionnaires, délocalisations et chômage pour les ouvriers. La moitié des emplois industriels a disparu en trente ans, et les savoir-faire avec.

Sous la présidence de François Hollande, Emmanuel Macron a abandonné les ouvriers d'Arcelor ; il a vendu l'aéroport de Toulouse à un escroc qui est parti avec la caisse (*Applaudissement sur les bancs du groupe FI*) ; il a confié les centrales nucléaires aux Américains ; et maintenant General Electric annonce la suppression de 500 postes alors qu'il devait en créer 1 000 en achetant Alstom. Que des échecs !

M. Fabien Di Filippo. Rends l'argent, Macron !

M. Bastien Lachaud. Bien sûr, il n'y a que vos amis banquiers pour décider de la politique industrielle. On ne demande jamais leur avis aux femmes et aux hommes qui savent faire tourner les usines. D'ailleurs, Carlos Ghosn est enfin en prison et les usines tournent encore. (*Mêmes mouvements.*) Mais vous ne savez toujours pas quoi dire sur l'avenir de l'automobile en France !

Aujourd'hui, les salariés d'Arjowiggins vont perdre leur boulot, et le Gouvernement perd du temps. À chaque question, c'est toujours la même réponse : la privatisation ! Aéroports de Paris, La Française des jeux, la SNCF, Gaz de France, etc. Bientôt, Airbus et Areva vont se faire racketter par les États-Uniens. Ces derniers l'ont déjà fait pour Alstom, Technip, Total, la Société générale, Alcatel. Et vous, vous ne bougez pas : soumission aux États-Unis !

Messieurs les ministres, aura-t-on un jour une politique industrielle sérieuse dans ce pays ? Vous n'avez pas d'idées ? Je vous en donne : organisez les filières ; financez la recherche et développement (*Mêmes mouvements*) ; donnez la priorité à l'écologie ; dites à Bruxelles que l'État subventionnera à nouveau ses propres industries ; mettez au pas les actionnaires et conditionnez les droits de vote à l'investissement à long terme ; interdisez les licenciements boursiers et plafonnez les salaires des dirigeants ; arrêtez d'être naïfs avec nos prétendus alliés et bloquez les prises de contrôle étrangères ; protégez le marché intérieur et faites en sorte qu'à nouveau, la France passe commande à la France. Mais bougez-vous ! (*Applaudissements sur les bancs du groupe FI et sur plusieurs bancs du groupe GDR.*)

Mme Caroline Fiat. Bravo !

M. le président. La parole est à M. le secrétaire d'État auprès du ministre de l'action et des comptes publics.

M. Olivier Dussopt, *secrétaire d'État auprès du ministre de l'action et des comptes publics.* Monsieur Lachaud, votre question sonnait comme une profession de foi. Il y avait plusieurs propositions : certaines peuvent paraître de bon sens, d'autres ne le sont pas et nous ne les approuvons pas. Mais peut-être pouvons-nous nous retrouver sur certains points.

Ce gouvernement est pour l'industrie. Il est pour l'Europe, et considère que l'Europe est l'espace approprié pour le développement de l'industrie et la protection des activités sur notre territoire. *(Applaudissements sur quelques bancs du groupe LaREM.)*

Depuis vingt mois, nous menons une politique qui vise, dans le prolongement de mesures antérieures, à accroître la compétitivité des entreprises. C'est la raison d'être du crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi, voté en 2014, que nous transformons en allègement de charges afin de rendre nos entreprises manufacturières plus solides sur la scène européenne et face à leurs concurrents internationaux.

Nous développons, sous l'égide de Muriel Pénicaud, une politique de formation pour permettre à l'ensemble des Françaises et des Français d'accéder à l'emploi et pour améliorer la qualité de notre tissu productif.

Nous instaurons des filières, comme vous le proposez – peut-être ne le saviez-vous pas. Nous accompagnons les territoires d'industrie qui ont été identifiés par le ministère de l'économie et des finances. Nous allons y travailler avec les collectivités locales, les salariés et les organisations pour mettre en avant les atouts qui les caractérisent.

Cela ne nous empêche pas d'avoir les yeux ouverts sur les difficultés. Vous avez cité l'entreprise Arjowiggins : une vingtaine de salariés sont localisés dans ma circonscription, et une autre vingtaine dans la circonscription voisine. Le ministère de l'économie et des finances est mobilisé pour accompagner ce groupe qui connaît des difficultés majeures, dont l'endettement, pour le redresser et trouver des repreneurs. Bruno Le Maire comme Agnès Pannier-Runacher y travaillent d'arrache-pied.

Je vous le dis très sincèrement, monsieur le député, ce que votre question nous enjoint de manière sous-entendue, à savoir protéger l'industrie, les territoires et les emplois, nous ne vous avons pas attendus pour le faire. *(Applaudissements sur les bancs des groupes LaREM et MODEM.)*

Données clés

Auteur : [M. Bastien Lachaud](#)

Circonscription : Seine-Saint-Denis (6^e circonscription) - La France insoumise

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 1600

Rubrique : Industrie

Ministère interrogé : Action et comptes publics (M. le SE auprès du ministre)

Ministère attributaire : Action et comptes publics (M. le SE auprès du ministre)

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [31 janvier 2019](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [31 janvier 2019](#)